

# SOFAC AUDIT

**Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)**

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory  
44200 NANTES

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2023

\*\*\*\*\*

3 bis rue de l'Hippodrome - 44300 NANTES

SAS SOFAC AUDIT au capital de 10 000 Euros - N°TVA intracommunautaire - FR74 751 686 130  
RCS NANTES B 751 686 130 - APE 69002 - SIRET 751 686 130 00012  
Membre de la Compagnie Régionale CRCC OUEST ATLANTIQUE

## Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory  
44200 NANTES

---

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

#### SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

\*\*\*\*\*

A l'Assemblée Générale de l'association Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE),

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE), relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 20/05/2024

**SOFAC AUDIT,**

Commissaire aux Comptes



Hugues DISSE  
Associé

**Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF LOIRE ATLANTIQUE)**

Association

Siège social : 31 boulevard Emile Gabory

44200 NANTES

---

## **COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2023

\*\*\*\*\*

## BILAN ACTIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023			01/01/2022 au 31/12/2022
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	625,00	625,00		
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	23 062,28	21 480,20	1 582,08	4 804,60
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>23 687,28</b>	<b>22 105,20</b>	<b>1 582,08</b>	<b>4 804,60</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	31 927,41		31 927,41	18 844,17
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	92 189,81		92 189,81	196 500,91
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	206 306,57		206 306,57	133 459,94
Charges constatées d'avance	3 160,68		3 160,68	586,13
<b>TOTAL (II)</b>	<b>333 584,47</b>		<b>333 584,47</b>	<b>349 391,15</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>357 271,75</b>	<b>22 105,20</b>	<b>335 166,55</b>	<b>354 195,75</b>

## BILAN PASSIF

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	17 622,45	17 622,45
Autres		
Report à nouveau	205 691,37	201 262,00
Excédent ou déficit de l'exercice	-14 576,68	4 429,37
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>208 737,14</i>	<i>223 313,82</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	583,33	2 333,33
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>209 320,47</b>	<b>225 647,15</b>
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		14 208,00
<b>TOTAL (II)</b>		<b>14 208,00</b>
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	19 223,25	17 245,41
<b>TOTAL (III)</b>	<b>19 223,25</b>	<b>17 245,41</b>
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 354,32	30 353,52
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	79 268,51	63 573,82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		167,85
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		3 000,00
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>106 622,83</b>	<b>97 095,19</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>335 166,55</b>	<b>354 195,75</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	450,00	325,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	75 412,80	71 277,87
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	524 363,33	498 768,84
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 524,00	500,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 664,59	8 573,51
Utilisations des fonds dédiés	14 208,00	18 500,00
Autres produits	222,05	22,23
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>624 844,77</b>	<b>597 967,45</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	104 310,84	117 173,99
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	12 362,33	7 333,56
Salaires et traitements	397 655,66	341 655,76
Charges sociales	119 768,74	104 448,14
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 222,52	3 327,88
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		14 208,00
Autres charges	1 916,97	1 925,67
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>639 237,06</b>	<b>590 073,00</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-14 392,29</b>	<b>7 894,45</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 596,25	1 148,21
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>2 596,25</b>	<b>1 148,21</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>2 596,25</b>	<b>1 148,21</b>



## COMPTE DE RÉSULTAT

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-11 796,04</b>	<b>9 042,66</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	327,33	7 936,02
Sur opérations en capital	1 750,00	4 250,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>2 077,33</b>	<b>12 186,02</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 721,13	6 334,37
Sur opérations en capital		196,57
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 977,84	10 242,37
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>4 698,97</b>	<b>16 773,31</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-2 621,64</b>	<b>-4 587,29</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	159,00	26,00
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>629 518,35</b>	<b>611 301,68</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>644 095,03</b>	<b>606 872,31</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-14 576,68</b>	<b>4 429,37</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	38 984,00	27 189,00
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>38 984,00</b>	<b>27 189,00</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	38 984,00	27 189,00
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>38 984,00</b>	<b>27 189,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-14 576,68</b>	<b>4 429,37</b>

## ANNEXE COMPTABLE

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2023 au 31/12/2023**

### PRÉSENTATION

L'objet social de l'entité :

- Genre : Défense Des Droits Des Femmes, Condition Féminine.
- Type : Loisirs et vie sociale
- Objet de l'association : Mettre à la disposition du public et plus spécialement des femmes, les informations nécessaires à l'exercice de leurs droits dans tous les domaines. Promouvoir l'égalité femmes-hommes. Participer à toute action visant la promotion des femmes et la défense de l'égalité des droits des femmes.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Depuis 2012, traversé par des conditions politique, stratégique et économique nouvelles, le CIDFF de Loire Atlantique a décidé d'actualiser le projet associatif : l'enjeu étant de l'adapter à l'évolution de la législation en matière d'égalité femmes/hommes, à l'évolution des besoins sociaux et à l'évolution de l'association elle-même. Le CIDFF de Loire Atlantique réaffirme son engagement au sein du réseau régional porté la FRCIDFF des Pays de la Loire. Le CIDFF de Loire Atlantique est conscient de l'apport de cette dynamique régionale qui permet le développement d'actions locales innovantes, le partage de ressources et de compétences et une meilleure visibilité du réseau.

Les moyens mis en oeuvre :

- Moyens humains : Equipe salariée du CIDFF composée d'une direction, d'une assistante de gestion, de juristes et de conseillères emploi.
- Moyens techniques : outils numériques et de communication (pc portables + smartphone pour chaque salarié (e)), imprimante/copieur.
- Locaux : Siège de l'association et antenne à Saint-Nazaire : locaux mis à disposition à titre gracieux par le Conseil Départemental.
- Permanences juridiques : bureaux mis à disposition par les structures accueillantes (MJD, PAD, EDS...)

### FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 335 166,55 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -14 576,68 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

### RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2023 au 31/12/2023**

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

#### **Amortissements des biens non décomposables :**

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- |                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| - Logiciels                      | 3 ans     |
| - Matériel de bureau et informat | 1 à 4 ans |

### **CRÉANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d'exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	3 740		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	27 270		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	27 270		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
		TOTAL			
		TOTAL GENERAL	31 009		

  

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL		3 115	625	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Matériel de transport Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers		4 207	23 062	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL		4 207	23 062	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières					
		TOTAL				
		TOTAL GENERAL		7 322	23 687	

## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 740		3 115	625
<b>TOTAL</b>	3 740		3 115	625
Terrains				
Constructions				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Autres immobs corporelles				
Inst. générales agencem. amén.				
Matériel de transport				
Mat. bureau et informatiq., mob.	22 465	3 223	4 207	21 480
Emballages récupérables divers				
<b>TOTAL</b>	22 465	3 223	4 207	21 480
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26 205</b>	<b>3 223</b>	<b>7 322</b>	<b>22 105</b>

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES		
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement						
Fonds commercial						
Autres immobs incorporelles						
<b>TOTAL</b>						
Terrains						
Constr.						
Sur sol propre						
Sur sol autrui						
Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage						
Inst. gales, ag. am div						
Matériel transport						
Mat. bureau mobilier inf.						
Emballages réc. divers						
<b>TOTAL</b>						
Frais d'acquisition de titres de participations						
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>						
<b>Total général non ventilé</b>						

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

### ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	31 927	31 927	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 467	5 467	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers	84 620	84 620	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	2 102	2 102	
	Charges constatées d'avance	3 161	3 161	
TOTAUX		127 278	127 278	
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	Créances reçues par legs ou donations			



## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2023 au 31/12/2023**

### CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	3 161
Financières	
Exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>3 161</b>

### PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	86 814
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>86 814</b>



## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2023 au 31/12/2023**

### TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	17 622,45				17 622,45
Report à nouveau	201 262,00		4 429,37		205 691,37
Excédent ou déficit de l'exercice	4 429,37		-13 941,48	4 429,37	-13 941,48
Subventions d'investissement	2 333,33			1 750,00	583,33
<b>TOTAUX</b>	<b>225 647,15</b>		<b>-9 512,11</b>	<b>6 179,37</b>	<b>209 955,67</b>

## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

### TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
VILLE DE NANTES - F&G jouans ensemble (contrat ville)	1 500,00		1 500,00				
DRDFE - Sportez vous bien	2 000,00		2 000,00				
DRDFE - Enveloppe complémentaire	10 708,00		10 708,00				
<b>TOTAL</b>	<b>14 208,00</b>		<b>14 208,00</b>				

### ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES

Engagements	Exercice N	Exercice N-1
Sur apports		
Sur subventions de fonctionnement		14 208,00
Sur dons manuels		
Sur legs et donations		
<b>TOTAL</b>		<b>14 208,00</b>

## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

### TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice montant global	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice montant global
		Augmentation	Diminution	
Montant nominal :				
Affectées à des biens non renouvelables				
Région des Pays de Loire (matériel infor	1 000,00			1 000,00
Conseil Départemental (matériel informat	6 000,00			6 000,00
Conseil Départemental (matériel informat	7 000,00			7 000,00
Affectées à des biens renouvelables				
<b>TOTAL</b>	<b>14 000,00</b>			<b>14 000,00</b>
Quotes-parts virées au résultat :				
Affectées à des biens non renouvelables				
Région des Pays de Loire (matériel infor	666,67	250,00		916,67
Conseil Départemental (matériel informat	4 000,00	1 500,00		5 500,00
Conseil Départemental (matériel informat	7 000,00			7 000,00
Affectées à des biens renouvelables				
<b>TOTAL</b>	<b>11 666,67</b>	<b>1 750,00</b>		<b>13 416,67</b>

## ANNEXE

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

### ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	27 354	27 354		
Personnel & comptes rattachés	37 460	37 460		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	31 171	31 171		
Etat & Impôts sur les bénéfices	159	159		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	10 478	10 478		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)				
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAUX</b>	<b>106 623</b>	<b>106 623</b>		

- Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exer.  
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2023 au 31/12/2023**

### PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	
Financiers	
Exceptionnels	
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	

### CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 805
Dettes fiscales et sociales	61 147
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL DES CHARGES À PAYER</b>	<b>80 951</b>

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2023 au 31/12/2023**

### RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Les trois plus hauts cadres dirigeants identifiés par l'Association sont :

- la Présidente
- la trésorière
- la secrétaire

Ils sont tous trois membres du bureau et exercent leurs fonctions à titre bénévole.

## ANNEXE

**CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE**

**Du 01/01/2023 au 31/12/2023**

Les contributions volontaires sont valorisées et portées au pied du compte résultat. Elles sont constituées de :

- locaux mis à disposition à titre gracieux par le conseil Départemental (valorisation annuelle 38 984 €).

## DÉTAIL DES SUBVENTIONS PAR FINANCEURS

CIDFF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Nomination des financeurs	Montant
Conseil Départemental - actions	26000,00
FSE - PLIE	45143,62
Etat - actions	58395,71
Région - perm. juridique - actions	32775,00
CAF - prestation emploi - actions	106500,00
Nantes Métropole - actions	4000,00
CARENE - actions	13600,00
Ville de Saint-Philbert de Grand Lieu	1000,00
Ville de Saint-Brévin-Les-Pins	700,00
Ville de La Baule	1000,00
Ville de Guérande	1000,00
Ville de Savenay	400,00
Ville d'Herbignac	1500,00
Ville de Blain	1350,00
Ville de Pornic	300,00
Commune de Donges	300,00
Ville de Pontchâteau	1000,00
Ville de Nantes	3410,00
Ville de Saint-Herblain	2000,00
Conseil Départemental - fonct.	55000,00
Commune de Quilly	150,00
Commune de Saint-Reine-de-Bretagne	100,00
Commune de Saint-Molf	165,00
Commune de Montoir de Bretagne	600,00
Ville de Coueron	500,00
Ville de Saint-Aignan de Grand Lieu	500,00
Commune de Saint-Lyphard	150,00
Commune de La Turballe	500,00
Commune de Sévérac	200,00
Ville de Bouguenais	200,00
Commune de Campbon	300,00
Commune de Prinquiau	91,00
Commune de Saint-Malo de Guersac	250,00
Commune de Saint-Luce-sur-Loire	350,00
Ville de Rezé	700,00
Commune de Saint-Léger-Les -Vignes	100,00
Ville de Saint-Nazaire - fonctionnement	22000,00
Ville de Nantes - fonctionnement	38000,00
Région des Pays de Loire - DRDFE	97133,00
CARENE - fonct.	7000,00
Total :	524363,33